



attac
Val de Bièvre

Ils arriveront quand même...

Lettre ouverte à Nicolas Sarkozy
et à Messieurs les Ministres de l'Intérieur de l'Union Européenne
par Jacques LACOUR, Koudougou, Burkina Faso, le 5 avril 2006

L'une de vos préoccupations aujourd'hui semble être d'endiguer le flux ininterrompu des réfugiés économiques qui assiègent les frontières de l'Union Européenne, réfugiés qui, pour beaucoup, viennent d'Afrique noire. [...]

Vous pouvez bien organiser des reconduites aux frontières sous les feux des caméras de télévision, cela rassurera peut-être vos opinions publiques mal informées, mais cela n'arrêtera pas l'arrivée des réfugiés économiques.

Ils arriveront quand même parce que les gouvernements français et européens n'ont jamais vraiment souhaité que les paysans d'Afrique de l'Ouest (80% de la population) puissent vivre du travail de leur terre. Vous refusez d'acheter leurs produits à un prix rémunérateur qui leur donne la possibilité de rester chez eux. Vous refusez d'investir dans l'agriculture familiale qui seule peut fixer les populations chez elles.

Vous avez toujours préféré distribuer de l'aide destructurante quand il est trop tard et que les plus faibles sont déjà morts. Vous préférez apporter une aide tardive avec vos stocks d'invidus transportés à grands frais, plutôt que de créer un environnement qui permette aux paysans africains de développer leurs propres productions et leurs propres stocks.

Vous déstabilisez leurs marchés avec les faux prix du pseudo marché mondial, que vous bricolez à votre guise (par des subventions ou du dumping). Et vous annoncez à tous cette soi-disant nouvelle vérité :

Commerce ultra-libéral = développement.

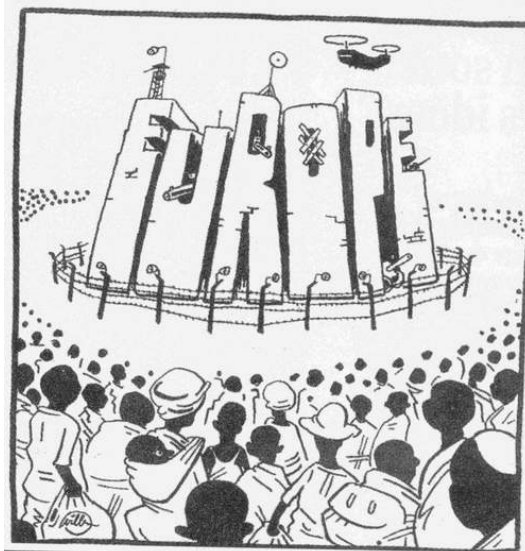
Alors que nous voyons chaque jour que cette recette ne fait qu'enrichir les riches et appauvrir les pauvres...

Ils arriveront quand même parce que vos collègues chargés du développement l'ont trop souvent réduit à des aides budgétaires ou à des prêts ponctuels favorisant des régimes corrompus à la tête d'États où règnent le non-droit, la corruption et le racket permanent des plus faibles. Peu de chances alors de voir les plus jeunes se motiver dans un tel environnement. Ils veulent venir en Europe, et ils viendront.

Ils arriveront quand même parce que, quittant la campagne, ces jeunes ne trouvent dans les villes sous-équipées ni travail, ni considération, ni perspectives d'avenir. Les quelques emplois qui existent sont déjà aux mains d'une minorité qui se les réserve. Restent les seuls chemins de l'aventure que "TV5 monde" fait briller à leurs yeux. Ils rêvent de l'Europe.

Ils arriveront quand même parce que finalement vous en avez besoin :

dans l'agriculture (légumes, fruits et primeurs) parce que la grande distribution, en écrasant les prix, ne permet pas de salarier normalement ceux qui produisent et récoltent, dans le bâtiment, parce que les contrats de sous-traitance de nos grands groupes BTP, s'ils favorisent la création d'importants bénéficiaires, ne permettent pas non plus de rémunérer normalement la main-d'oeuvre de ce secteur [...]



Quand la communauté européenne prendra conscience que le monde a besoin de toutes les agricultures du monde,

quand la communauté européenne décidera qu'il est juste et bon que l'Afrique protège ses filières de productions naissantes (agricoles et autres) pour parvenir à la souveraineté alimentaire,

quand la communauté européenne ouvrira vraiment ses marchés aux

productions de l'Afrique sub-saharienne pour qu'elle devienne enfin solvable,

quand la communauté européenne renoncera à imposer ses Accords de Partenariat Économique (APE, qui sont en fait des accords de libre-échange) qui vont ruiner ce qu'il reste encore de production locale et appauvrir un peu plus les États africains,

quand la communauté européenne cessera de soutenir les "démocraties" africaines,

Alors, Monsieur le ministre, Messieurs les ministres, alors seulement, peut-être, la pression sera moins forte à vos frontières.

Bon courage !

CACHAN ... Après le squat, le gymnase

Les occupants du squat vivaient indépendants, dans des conditions qu'ils voulaient dignes (délégués, entretien des locaux : douches, WC, électricité..., cours d'alphabétisation...), en poursuivant leur travail et en s'intégrant dans la vie de Cachan. Avec l'expulsion, en plein mois d'août, les voilà choqués par la violence, dépendants et assistés.

Ils voulaient, comme tout un chacun, postuler à un logement social, dont ils paieraient le loyer : On leur propose des hôtels éloignés des transports, du travail, des écoles...et coûteux pour la collectivité.

Ils voulaient que le temps soit pris d'examiner chaque dossier de « sans papiers ». A part quelques rares régularisations, opérées dans le cadre de la circulaires sur les parents scolarisés en France, les autres sont traqués : contrôles incessants « au faciès » ; arrestations d'un père allant chercher son enfant à l'école (18/09) ; arrestations musclées aux portes du gymnase, avec blessés et gaz lacrymogènes (19/09) ; arrestations dans un hôtel de parents dont on met l'enfant en pouponnière ; reconduites musclées à la frontière, souvent bâillonnés, ligotés, parfois matraqués, laissant parfois en France femmes et enfants sans ressources....

Ils voulaient que leurs enfants poursuivent leur scolarisation : Ils n'osent plus, pour certains, conduire leur enfant à l'école de peur d'être arrêtés en chemin.

Ils avaient des meubles, des papiers, des effets personnels : Tout cela a été transporté dans un garde meuble dont la date limite approche, éventuellement pillé. Comment récupérer ces biens alors que le gymnase de Cachan est trop petit pour les entreposer ?

Ils vivaient dans des conditions d'hygiène normales : La taille du gymnase ne s'y prête guère.

Ils voulaient être hébergés, le temps que les situations de logement et les dossiers d'asile ou de régularisation se règlent, dans un local adéquat, réquisitionné à cet effet par le Maire de Limeil : le préfet a cassé cet arrêté de réquisition. **Et maintenant, quoi ?**

La municipalité de Cachan souhaitait les héberger très brièvement, le temps de négocier des solutions tenables avec le préfet : elle s'est heurtée, de même que les élus des communes environnantes, de l'agglomération et du Conseil Général, au jusqu'au-boutisme du Préfet, **est-ce un hasard ?**

6 grévistes de la faim depuis plus d'1 mois....

Qui sont-ils ?

Des salariés, comme beaucoup trop démunis pour se loger selon les conditions du marché ; des Français, des étrangers ; des personnes en situation régulière, des sans papiers ; des enfants nés en France ; des enfants scolarisés en France ; des Africains, mais pas seulement, et l'on sait combien certains pays d'Afrique sont parcourus de troubles politiques, de guerres et de misère ; des réfugiés dont la vie est menacée par les troubles politiques dans leur pays. etc.

Parents d'enfants scolarisés en France

Après la circulaire ministérielle du 13 juin 2006 : 33 538 demandes ; à la fin du processus le 18 septembre, 6 924 régularisations. **Et les autres ?**

Le 24 juillet, Nicolas Sarkozy ordonnait aux préfets : « 6000 à 7000 » régularisations. **Comment savait-il à l'avance combien de demandeurs entreraient dans le cadre de la loi ?**

Note au ministre de la **Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité** : « L'attention de la Haute Autorité est appelée sur la mise en oeuvre faite par les préfetures de votre circulaire du 13 juin 2006.... Il est reproché aux préfetures des pratiques différentes, d'une part, concernant la détermination des bénéficiaires de cette circulaire et d'autre part, la constitution des dossiers.... j'appelle... votre attention sur les contraintes attachées au principe d'égalité qui commandent un traitement égal des personnes placées dans une situation comparable » (4 septembre)

Ils ne sont pas les seuls :

A Nevers, la famille de Suzanna, élève arménienne arrivée il y a plus de cinq ans a été arrêtée le 19 septembre au petit matin. En juillet, Suzanna avait été parrainée à la mairie de Nevers avec trois autres jeunes majeurs scolarisés, en présence de nombreux élus.

A Soisson : La famille Razafisaona est arrivée en France en 2002. C'est en sortant de l'hôpital après un tabassage politique qu'Auguste, le père prend la décision de venir en France avec ses trois enfants. Pourtant, il est débouté de sa demande de droit d'asile. Les trois enfants sont scolarisés. Valéra (17 ans) en 1èreS a obtenu une bourse nationale au mérite. En juillet, ils font une demande de régularisation. Sans même leur annoncer le rejet, Madame le préfet de l'Aisne prend contre eux un arrêté de reconduite à la frontière et ordonne leur arrestation. (source : Réseau Education Sans Frontières)

Affaire de chiffres, Nicolas Sarkozy aux préfets :

« ... Je vous ai fixé des objectifs chiffrés, en vous demandant de procéder, au minimum, à 23 000 éloignements d'étrangers en situation irrégulière ... sur huit mois, 56 % des objectifs ont été atteints. Il vous reste donc cinq mois pour accentuer l'effort. Votre implication personnelle, aux côtés des agents des bureaux des étrangers, des policiers et des gendarmes, est une nécessité... Il vous faut aussi ne pas hésiter à utiliser toutes les marges de manœuvre autorisées par la loi... les ressortissants roumains ou bulgares en situation irrégulière ne bénéficient d'aucune protection juridique particulière contre l'éloignement : le fait que la Roumanie et la Bulgarie soient candidates à l'adhésion à l'Union européenne n'y change rien... L'efficacité accrue de l'OFPPA et de la Commission des recours a pour effet d'augmenter le nombre des déboutés du droit d'asile et de leurs familles, qui pourrait atteindre plusieurs dizaines de milliers dans les mois à venir. » (9/9/05)

EST-CE L'IMAGE QUE LA FRANCE VEUT DONNER D'ELLE ?

Jean DURAND – Déporté, Résistant - 13 août 2006 :

« en 1997, je déclarais : « Il y a cinquante ans, on pourchassait les juifs, désormais ce sont les immigrés »... « Les valeurs de la République que nous avons défendues dans la Résistance sont actuellement bafouées comme avec les immigrés de St Bernard » ... Presque 10 ans sont passés et nous revoici dans la même situation, celle de défendre les valeurs qui furent celles pour lesquelles nombre d'entre nous ont perdu leur vie ... Le respect de l'être humain, quelle que soit sa culture, ses convictions, sa nationalité est une valeur universelle qui ne se discute pas. »